

Rouge Emerald

bulletin des anticapitalistes du pays malouin

n°150
23 novembre
2024

Contre le gouvernement de la casse sociale, c'est l'heure de la contre-offensive !

Avec la complicité bienveillante de Le Pen et du RN, le gouvernement Barnier engage une nouvelle offensive dans la casse sociale. Augmentation des impôts, gel des salaires, menace sur les jours fériés et les revenus sociaux, attaques en tout genre contre la fonction publique : les attaques contre nos droits et nos revenus se multiplient !

Une casse sociale généralisée !

Avec la bénédiction du gouvernement, le patronat s'est engagé dans une nouvelle vague massive de licenciements. Depuis le début de l'année, pas moins de 180 plans de licenciements ont entraîné 150 000 suppressions d'emplois. Ils sont le plus souvent portés par de gros groupes, dont les profits explosent, comme Auchan, Michelin, MA France, Valéo, Renault, Sanofi, GE Vernova, Airbus, Nexity ou Vencorex... Pour ne prendre qu'un exemple, Michelin a annoncé la suppression de 1300 emplois... après avoir versé 1,3 milliards d'euros de dividendes à ses actionnaires !

Dans les entreprises publiques, la privatisation se poursuit, comme à la RATP où Pécresse a commencé le saucissonnage de l'entreprise, en concédant de premières lignes de bus à de grands groupes privés. A la SNCF, c'est la filière fret qui doit être démantelée au 1er janvier 2025, afin de pouvoir être privatisée !

Si les profits et les licenciements explosent, les salaires sont en berne. En 2022, les salariés du privé ont perdu 1 % de pouvoir d'achat, puis 0,8 % en 2023 et selon l'OFCE il faut s'attendre à une nouvelle baisse en 2025. La fonction publique est particulièrement concernée, avec un gel désormais perpétuel du point d'indice, dont les effets vont être aggravés par la suppression annoncée de la garantie individuelle du pouvoir d'achat (Gipa). Cerise sur le gâteau : l'annonce gouvernementale des 3 jours de carence et de la diminution du remboursement des arrêts maladie.

La résistance s'organise !

Sur le front des licenciements, la résistance s'organise. A Cholet, Clermont ou Pont-de-Claix, grèves et manifestations se sont mises en place sur les sites concernés, avec des mobilisations qui ont permis des convergences entre les entreprises en lutte. La journée nationale appelée par la CGT le 12 décembre doit permettre d'unifier ces luttes.

A la SNCF, une première grève a eu lieu le 22 novembre, avec dans la foulée un préavis de grève reconductible à partir du 11 décembre. Dans la fonction publique, une large intersyndicale appelle à une journée de grève le 5 décembre. Le mois de décembre nous offre la possibilité de faire converger les colères, car on est plus forts lorsqu'on est plus nombreux !

Tous les possibles sont ouverts, car jamais un gouvernement de la Ve République n'a été aussi faible que celui de Barnier et jamais aucun président de la République n'aura été aussi désavoué que Macron.

Après le puissant mouvement de lutte contre la retraite à 64 ans, puis la constitution et le succès du NFP, c'est maintenant dans la rue que va se jouer notre combat contre la casse sociale. Et c'est dans l'unité et la radicalité qu'il nous faut l'aborder !

22 novembre 2024

49.3 Il est plus que probable que le 1er ministre Barnier déclenche dans les jours à venir un 49.3 pour faire passer en force son projet de budget. C'est possible qu'il ait recours à cette même procédure antidémocratique pour faire adopter son projet de loi de financement de la Sécurité Sociale.

Dans cette situation, la coordination Le Monde d'Après a prévu d'organiser à Saint-Malo un rassemblement de protestation dans les 48 heures. Tenez-vous informés et disponibles.



Nfpsaintmalo.dinard@gmail.com



Le vent tourne...enfin !

L'annonce de la vague de plans sociaux et de licenciements, la nouvelle mobilisation des exploitants agricoles contre le Mercosur mais aussi contre leurs revenus de misère, le projet de budget austéritaire++, les attaques sans précédent contre les services publics, les fonctionnaires et la sécurité sociale...

Tout cela et bien d'autres tuiles qui tombent sur de larges secteurs de la société ouvrent une séquence sociale et politique que le gouvernement illégitime de Barnier ne pourra contenir à coup de manœuvres parlementaires, de 49.3 ou de magouilles avec le RN. Marine. Le Pen, des députés et apparatchiks du RN, principale béquille de ce gouvernement étant eux même plus que plombés par un risque de condamnation pour détournements établis de fonds publics.

Ne laissons pas se refermer cette fenêtre favorable qui nous ouvre (enfin!) une perspective de mouvement social d'ampleur sûrement plus fécond que le spectacle des joutes verbales à l'Assemblée Nationale.

Renouons avec l'unité et les espoirs portés par la campagne et le programme du Nouveau Front Populaire.

Construisons dans les jours et semaines à venir une mobilisation de tout le monde du travail.

DB



avec
Olivier BESANCENOT, Christine POUPIN,
Philippe POUTOU, Pauline SALINGUE

Pour prendre contact avec le comité
NPA l'antiK du pays malouin:

npasaintmalo@gmail.com

BREVES DE PONTONS

AquaMalo: la gestion déléguée au privé fait flamber les tarifs

Cédant à la demande de son délégataire Récréa, le conseil communautaire de Saint-Malo-Agglomération a accepté une seconde augmentation des tarifs d'accès au centre nautique Aquamalo, dans la zone d'Atalante.

Pour les habitants de l'agglomération, le tarif d'entrée sera porté à 8,20€ en basse saison et en haute saison 8,80€, ceci à compter du 1/01/2025.

Rappelons qu'à sa fermeture, en 2019, l'entrée à la piscine du Naye était alors à 3,10€, pour les adultes et 2,40€ pour les enfants !!!

Dans son rapport d'observation de septembre 2019 (avant même l'ouverture d'Aquamalo !), la Chambre Régionale des Comptes avait déjà pointé les tarifs élevés proposés par Récréa et validés par Saint-Malo Agglomération, précisant qu'il « *appartient à la communauté [...] de s'assurer que les tarifs appliqués sont bien adaptés aux prestations proposées, afin que les objectifs de fréquentation et de recettes du centre Aquamalo soient tenus* ».

Manifestement, les élus communautaires n'ont aucunement tenu compte de cette mise en garde et se sont résignés (à l'unanimité) à rester prisonniers d'un contrat de concession au privé, négocié par l'équipe précédente...jusqu'à 2026.

Manifestement, la perspective de modifier le contrat n'a pas été envisagée comme il a été pourtant fait par voie d'avenant à 9 reprises, dont une prolongation de durée !

Manifestement, l'agglomération ignore toujours la recommandation du juge des comptes de créer un budget annexe spécifique à la gestion de cet équipement majeur qu'est le parc aquatique.

On a sous les yeux les conséquences de la passation (par idéologie) d'un service public au privé: la collectivité publique continue à verser des compensations au délégataire (768.738 € en 2023 quand même !!!) dans le même temps où les usagers du service paient plus cher.

Face au risque de submersion marine, l'irresponsabilité publique

Dans notre dernier numéro, nous pointions l'attitude de la municipalité malouine consistant à minimiser le risque de **submersion marine** dans le document d'Information Communal sur les Risques Majeurs, adopté en septembre dernier.

Lors d'une réunion publique organisée par l'association APPSAM (*), le 14 novembre, les 250 personnes présentes ont été clairement informées sur la réalité de ce risque et particulièrement édifiées sur les positions irresponsables prises en la matière par les autorités locales, maire de Saint-Malo et sous-préfet.

Il ressort en effet des travaux des scientifiques du GIEC (**) que l'élévation du niveau des mers, conséquence directe du réchauffement climatique, est un phénomène désormais inéluctable, « *irrépressible, accéléré et irréversible* ». Dans le meilleur des scénarios, c'est-à-dire en cas d'une nette mais bien hypothétique réduction des gaz à effet de serre, le niveau moyen des océans augmentera d'au moins 28 cm d'ici 2100. En revanche, dans le cas bien plus probable du maintien de la trajectoire actuelle d'émission de ces gaz, il faut tabler sur **une élévation du niveau de la mer comprise entre 63 cm à 110 cm à l'horizon 2100**, sachant que le scénario d'une élévation à 2 mètres n'est nullement écarté (***). Par ailleurs, la montée du niveau de la mer va aggraver l'érosion déjà existante du littoral, entraîner le recul du trait de côte et l'abaissement du niveau des plages. Les scientifiques ajoutent à ce tableau inquiétant l'augmentation de la fréquence et de l'intensité des tempêtes, donc des risques de vagues déferlantes, et des épisodes de forte pluviométrie...

Autant dire **qu'il est urgent d'intégrer ces risques majeurs** dans les plans de prévention, d'urbanisme, d'équipements...mais aussi **dans les décisions prises aujourd'hui**.

Ce n'est pourtant pas le chemin pris par la municipalité malouine comme en témoigne l'attribution du permis de construire de la gare maritime et le laisser faire dans la réalisation d'immeubles sur le secteur désormais inconstructible de Rocabey. Ce n'est pas non plus l'orientation qui semble privilégiée par le sous-préfet de Saint-Malo dans la procédure en cours de révision du PPRSM (****), puisqu'il est question de baser ce document majeur sur une élévation du niveau de la mer de 80 cm.

Voilà de quoi animer les débats et contester le nouveau PPRSM de Saint-Malo annoncé pour 2025 ainsi d'ailleurs que le Plan Local d'Urbanisme.

(*) l'association APPSAM s'est constituée et mène une action vigoureuse contre le projet surdimensionné de gare maritime, inclu dans l'opération de modernisation du Terminal Ferries du Naye, pilotée par la région Bretagne.

(**) GIEC = Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat

(***) rapport GIEC AR6

(****) Un Plan de Prévention des Risques de Submersion Marine a été arrêté en 2017 pour la Ville de Saint-Malo. Parmi les zones déclarées inconstructibles, une zone (quartiers de Rocabey, Clos Cadot, Maison des associations, Marion Dufresne, Talards) bénéficiait d'une dérogation préfectorale l'exonérant de l'interdiction de construire. Cette dérogation a été supprimée en mai 2022, mais les promoteurs immobiliers s'étaient empressés de déposer...et d'obtenir des permis de construire ! Il existe également un PPRSM pour la zone des marais de Dol.

TRUMP ET LA PALESTINE

L'élection de Trump est évidemment une très mauvaise nouvelle pour le peuple palestinien.

Le soutien financier et en armement des USA à Israël ne va pas s'interrompre

Rappelons que malgré ses appels au cessez-le-feu à Gaza, l'administration Biden n'a pas arrêté de fournir à Israël les armes indispensables à sa guerre : 17,9 milliards de dollars d'aide aux opérations militaires israéliennes entre le 7 octobre 2023 et septembre 2024, auxquels vont s'ajouter 20 milliards de livraisons annoncés pour les années prochaines dans un accord conclu en aout dernier...

C'est aussi pour cela qu'une partie de la communauté arabo-américaine s'est détournée du vote démocrate en raison de ce financement du génocide israélien à Gaza.

Et surtout Trump l'a dit, les dirigeants d'extrême droite d'Israël pourront continuer à « faire tout ce qu'ils doivent faire » pour gagner.

A propos du Moyen-Orient, Trump avait certes sommairement déclaré, en avril, vouloir « *revenir à la paix* » et « *arrêter de tuer des gens* ». Mais il risque de le faire à l'avantage exclusif des Israéliens, aux côtés de Netanyahou, avec lequel il a renoué en juillet dernier.

Autrement dit, Netanyahou va avoir les mains encore plus libres pour mener la guerre comme il l'entend, d'autant plus qu'il vient de limoger son ministre de la défense, Yoav Gallant, qui s'opposait à lui. Quant à Trump, il n'est pas intéressé par l'Autorité palestinienne. Il va faire ce qui plaira à Israël. Et le droit international ne le retiendra pas plus que le droit américain.

Le premier mandat de Trump avait été marqué par un recul sans précédent des droits des Palestiniens. Le second, après plus d'un an d'une guerre dévastatrice à Gaza, risque d'être encore pire. En ligne de mire, une possible annexion de la Cisjordanie.

9/11/2024

Prise de parole en solidarité avec les femmes palestiniennes lors du rassemblement contre les violences faites aux femmes organisé par NousToutes avec le soutien du Planning Familial Saint-Malo 23/11/24



CALENDRIER DES MOBILISATIONS SOCIALES

- ◆ Mardi 3 décembre: mobilisation des retraitésEes appelée par l'intersyndicale des retraitésEes pour la revalorisation des pensions au 1er janvier—RDV 11h devant la Sous-Préfecture de Saint-Malo
- ◆ Jeudi 5 décembre: mobilisation dans la fonction publique à l'appel de l'intersyndicale (CGT, CFDT, UNSA, FSU, Solidaires, CFE-CGC et FA-FP...), grève de certains secteurs (RDV non connu à ce jour), contre les 3 jours de carence et la diminution de l'indemnisation cas de maladie,
- ◆ Mercredi 11 décembre: appel à la grève illimitée et reconductible à la SNCF de la CGT, l'Unsa, Sud-Rail et la CDFT Cheminots, contre le démantèlement de Fret SNCF et l'ouverture à la concurrence.
- ◆ Jeudi 12 décembre: appel à la mobilisation, à des débrayages et à la **grève de la CGT pour l'industrie et l'emploi**
- ◆ 14—18 décembre: mobilisation pour les droits des travailleur-ses immigréEs-et des migrantEs

Un second mandat pour Trump:

La victoire de la brutalité capitaliste et de l'extrême droite

Après des semaines de menaces d'insurrections armées en cas de défaite, Trump peut, cette fois-ci, difficilement invoquer le trucage des élections par les démocrates. Il a gagné, et il a même gagné en nombre de voix. Les électeurEs lui ont accordé près de 72 millions de voix contre plus de 66 millions pour Kamala Harris.

C'était prévisible, même si on espérait encore que le candidat Trump ne l'emporte pas... Or, c'est tout le contraire : les républicains gagnent même la majorité au Sénat.

Une majorité des électeurEs a donc fait le choix de la brutalité d'un homme blanc **réactionnaire, raciste et misogyne, un capitaliste climato-sceptique** dont l'obsène slogan de campagne « *Drill, baby, drill* » (« *Fore, chéri, fore* ») résume sa caricature et replonge ses électeurs dans le fantasme d'une Amérique toute-puissante.

En Amérique comme en Europe, le système économique sans avenir de la course aux profits et son ordre social inégalitaire, engendre **le repli sur un passé fantasmé et la promesse d'un avenir radieux sans rien changer...** sinon d'exploiter, violenter, discriminer et polluer toujours davantage.

Si les démocrates, en particulier Kamala Harris, étaient à juste titre contestés par les militantEs de la cause palestinienne pour leur soutien à Israël et leur complicité dans le génocide en Palestine, c'est plus généralement le **bilan socio-économique de Joe Biden qui a été sanctionné**, car les inégalités n'ont jamais été aussi fortes aux États-Unis. Malgré l'absence d'illusions des forces de gauche dans le vote Kamala Harris et la politique capi-

taliste libérale qu'elle représentait, faire obstacle au retour de l'extrême droite au pouvoir était au cœur des préoccupations, comme le disait par exemple **Angela Davis** : « *Je le dis avec beaucoup d'hésitations. Mais je pense qu'à ce stade, nous devons faire tout ce qui est en notre pouvoir pour éviter l'élection de Donald Trump. Ceci afin d'éviter l'ascension du fascisme aux États-Unis* ».

L'élection de Trump est à l'image du monde en guerre dans lequel le capitalisme nous entraîne et où l'extrême droite gagne toujours plus de pouvoir. Cette élection reflète le recul du débat public au profit de la violence politique, des fake news et des anathèmes ; elle reflète la brutalité des rapports sociaux et la méthode politique que porte l'extrême droite.

Elle **annonce l'approfondissement des guerres commerciales et du protectionnisme, le mépris total de la lutte contre le changement climatique. Elle annonce le pire pour les peuples qui subissent aujourd'hui l'impérialisme et le colonialisme en Palestine, au Liban, en Ukraine, au Kurdistan**, ou qui risquent de le subir dans le futur, comme à Taïwan.

La montée des extrêmes droites en Europe et des autoritarismes en général dans ce contexte économique morose, mais aussi la situation écologique dramatique ont tout à nous faire craindre de l'élection de Trump et de ses conséquences.

Ainsi, c'est à la construction d'un nouveau rapport de forces contre le racisme, le sexisme, le carbo-fascisme et le capitalisme que nous continuons de nous atteler, en lien avec toutes celles et ceux qui luttent en ce moment aux États-Unis et partout dans le monde.

le 7 novembre 2024

BREVES DE PONTONS (bls)

FN-RN: dédramatisation, notabilisation... breloques et réalités sonantes et trébuchantes

Le *Pays Malouin* du 21 novembre relate la cérémonie commémorative du 11 novembre à Pleurtuit au cours de laquelle le chef local du RN a été décoré pour ses activités passées dans des missions de surveillance et de protection militaires (Sentinelle).

Dans le contexte politique actuel, la remise officielle de cette décoration et sa médiatisation, à un chef de file d'extrême-droite, en présence de la maire de Pleurtuit, n'est ni neutre, ni un hasard. Elle est d'autant plus problématique que la dite maire est contestée localement car condamnée en première puis en deuxième instance pour subornation de témoin et déclarée inéligible. Cette élue ne se maintient dans sa fonction électorale qu'au bénéfice d'un pourvoi en cassation.

Mais plus globalement, cette actualité témoigne de la volonté du RN et de ses soutiens de poursuivre leur stratégie de dédramatisation et de notabilisation des militants locaux. En vue, probablement, des prochaines élections municipales où le RN postule à conquérir un millier de municipalités.

Le problème, ou plutôt notre chance, est que la direction du RN est désormais sérieusement épinglée—comme la maire de Pleurtuit—par la justice.

Voilà qui montre que le RN et ses soutiens ne peuvent se présenter comme des messieurs ou des mesdames « têtes hautes, mains propres ». A nous de le rappeler à leurs électeur-trices trompées.

UKRAINE: SORTIE OU EXTENSION DE GUERRE ?

Nous n'avons évidemment pas la place pour traiter sérieusement dans ce numéro d'une situation aussi complexe du point de vue géopolitique que la guerre d'Ukraine. D'autant que celle-ci est entrée dans une phase d'accélération (et d'extension ?) depuis l'implication de troupes nord-coréennes aux côtés de l'armée russe et surtout de l'accession de Trump, à la présidence des USA dans une cinquantaine de jours.

Toujours est-il qu'en moins d'une semaine, on a vu des frappes ukrainiennes du territoire russe avec des armes occidentales, autorisées par Biden, aussitôt suivies d'une réplique de Poutine par le tir d'un missile intercontinental, potentiellement équipable d'ogives nucléaires afin de crédibiliser le chantage du Kremlin à l'usage de l'arme atomique.

Tout cela sur fond d'évolution de la situation sociale en Ukraine...

Autant de raisons de se tenir informé.es sur ce conflit majeur et de tenter d'en analyser les ressorts et les perspectives d'évolution. Nous essaierons de le faire dans un prochain numéro.

DB

Une réunion publique qui fera sans doute contrepoint à la conférence de « déminage » sur la qualité de l'air, organisée le 14 octobre par la Ville et l'agglomération de Saint-Malo (voir *Rouge Émeraude* n°149).

Nul doute qu'elle fera aussi le point sur les procédures judiciaires et administratives en cours et les perspectives d'actions.

Pollution à Saint-Malo

Ce que vous avez toujours voulu savoir (sans jamais l'entendre)

Réunion publique
Jeudi 28 novembre 2024 à 20h
Salle Bouvet à Saint-Servan

0350551 Comité des Associations, 19 rue de la Closerie - 35400 - Saint-Malo
Tél: 02 99 82 92 92 Contact: association@stmalo.com - site: https://www.stmalo.com

Marine LE PEN,
député.es européen.nes,
attaché.es parlementaires
du Front National

**RENDEZ
L'ARGENT !**



N'hésitez pas à faire part de ce bulletin et à visiter notre page facebook:

<https://www.facebook.com/npaSaintMalo>

et nos sites web départementaux et nationaux

<https://www.anticapitaliste-35.org/>

<https://npa-lanticapitaliste.org>

Solidarité populaire avec les personnes touchées par la DANA (*) Gouvernements et hommes d'affaires responsables. Écosocialisme ou barbarie.



Dès le 31 octobre, soit 2 jours après la catastrophe de la région de Valence, nos camarades espagnols d'ANTICAPITALISTAS publiaient le texte dont nous reproduisons de larges extraits ci-dessous.

Depuis, une mobilisation de masse se développe dans l'Etat espagnol mettant en cause l'incurie des gouvernements locaux et nationaux face aux conséquences d'un réchauffement climatique que certains à droite et à l'extrême-droite nient.

Il n'est pas sans intérêt de revenir sur cette analyse à chaud, car ici, dans le pays malouin, des enseignements sont à tirer de cette catastrophe. Nous sommes en effet concernés par l'augmentation de la fréquence et de l'intensité des phénomènes extrêmes (submersion marine, notamment) découlant de la crise et du réchauffement climatique.

Nous voulons apporter tout notre soutien et notre solidarité populaire à toutes les personnes touchées par DANA (*). Près d'une centaine de personnes [plus de 220 aujourd'hui, ndlr] sont déjà mortes à la suite des inondations. Des dizaines de personnes sont toujours portées disparues et des dégâts matériels sont très importants.

Cependant, **cette catastrophe n'est pas qu'une malheureuse tragédie**. Aucune pluie torrentielle ne se produit en vase clos, elle tombe sur une réalité sociale et politique. C'est là qu'il faut rechercher, désigner et combattre les responsables de cet épisode désastreux. **Nous sommes convaincus que les gouvernements, les entreprises et le capital fossile ont une responsabilité.**

Gouvernements. Le gouvernement autonome [de la généralité de Valence] a agi avec une **négligence** pour laquelle des responsabilités non seulement politiques mais aussi pénales devraient être exigées. En 2023, il a démantelé l'Unité d'urgence valencienne, qu'il considérait comme un bar de plage et l'a laissée entre les mains d'un négationniste d'extrême droite du changement climatique. Le 29 octobre, la Generalitat Valenciana n'a envoyé les alertes à la population que tard dans l'après-midi, malgré les avertissements émis par les agences météorologiques les jours précédents.

Entreprises. De nombreuses personnes décédées ou disparues ne se seraient pas trouvées au mauvais endroit au mauvais moment si les entreprises ne les avaient pas obligées à rester sur leur lieu de travail, malgré le risque extrême que cela impliquait. L'exploitation et l'extraction du profit sont plus importantes que la vie de ses travailleurs. Toute législation en matière de prévention des risques professionnels reste lettre morte s'il n'existe pas de contre-pouvoir syndical capable d'imposer son autorité. Si nous ne voulons pas être condamnés à une tragique répétition de ces tragédies, il faut avancer dans la construction de ce pouvoir syndical qui montre clairement que la classe ouvrière ne restera plus sur son lieu de travail alors que l'avidité de ses patrons met sa vie en danger.

Capital fossile. Comme les canicules ou les incendies, les pluies torrentielles et les inondations sont directement liées au **chaos climatique auquel nous a condamné le capital fossile**. Des événements qui se produisaient auparavant tous les 100 ans se produisent désormais tous les 10, 5 voire 3 ans. La responsabilité réside dans le cadre économique et énergétique imposé par un système qui brûle de manière compulsive d'énormes quantités de combustibles fossiles. Alors que le gouvernement espagnol se présente

comme un champion de la transition écologique, il alloue plus de 10,5 milliards d'aides publiques aux énergies fossiles. Ce capital fossile est en excellente santé et tant que cela sera le cas, ce sera la classe ouvrière qui continuera à compter ses morts.

Peut-être que nous ne pouvons pas éviter la pluie et les dégâts matériels. Mais, comme à l'avenir, nous allons rencontrer des événements comme celui-ci avec une fréquence et une intensité croissantes, l'essentiel est de veiller à ce que ses conséquences ne soient pas si désastreuses. On sait parfaitement comment y parvenir: **le boom urbain** au cours duquel des millions de dollars de profits ont été accumulés, a été réalisé en construisant sur des zones sujettes aux inondations. **Des actions d'urbanisme sont nécessaires** pour retirer les bâtiments des lits des rivières, construire des barrières et prendre des mesures de renaturalisation, ainsi que renforcer les ressources des unités d'urgence, en appliquant toutes les alertes, obligeant les entreprises à paralyser leur activité face à un risque imminent. Dans le même temps, nous devons **sortir de la dépendance aux combustibles fossiles** et procéder à des **transformations drastiques de la structure productive** permettant une réduction de la consommation d'énergie et des émissions de CO₂.

Cependant nous voyons comment rien de tout cela ne se produit. Il est reconnu que la catastrophe est imminente et que de grands efforts doivent être déployés pour l'éviter. Tout le monde le dit, tout le monde le reconnaît. Mais **aucune mesure n'est prise**.

Ni l'adaptation climatique ni la transformation productive ne peuvent attendre. Mais année après année, nous constatons à quel point **une transition écologique guidée par le marché, la concurrence et l'attente du profit est trop lente, trop insuffisante et trop injuste**.

C'est donc à nous, plus que jamais, de continuer à avancer dans la construction d'une alternative éco-socialiste.

(*) DANA = acronyme de « goutte froide », phénomène climatique habituel en Méditerranée à cette période de l'année, qui provoque des orages stationnaires.

Une collecte de dons a été lancée par nos camarades d'ANTICAPITALISTAS dans le País Valencià

Une initiative de solidarité a également été lancée à Saint-Père-Marc-en-Poulet (<https://www.ouest-france.fr/bretagne/saint-pere-35430/etre-solidaire-a-saint-pere-la-municipalite-se-mobilise-apres-les-inondations-en-espagne-8df8dba4-9db0-11ef-8137-8816e784874b>)



La violence des inondations à Valence est inédite. L'inaction des gouvernements face au bouleversement climatique est criminelle. Elle revient à laisser le réchauffement climatique planétaire s'emballer. Tempêtes, inondations et sécheresses dévastatrices sont devant nous.

En Espagne comme en France, **le capitalisme prédateur démultiplie les effets du réchauffement climatique**. Dans la région de Valence, Carlos Mazón, à la tête de la région en 2023 grâce à un accord avec Vox, le parti d'extrême droite climato-sceptique, a liquidé l'Unité Valencienne d'Urgences. Aujourd'hui, les habitantEs pleurent de rage.

Face à **l'incurie des gouvernements**, des milliers d'EspagnolEs, à dix mille lieux de l'égoïsme avide des tenants du néolibéralisme, de droite ou d'extrême droite, accourent pour apporter aux habitantEs de la région de Valence des vivres, de l'eau et se mobilisent pour dénoncer les responsables du désastre.

Avec eux, nous sommes face à un choix : **l'écosocialisme ou la barbarie !**

- ◆ L'écosocialisme face aux phénomènes comme « Dana », qui seront de plus en plus fréquents et intenses à mesure qu'augmente le réchauffement climatique.
- ◆ L'écosocialisme face à la barbarie de la destruction des services publics et à la course aux profits.

